

INTERNATIONAL

L'Afrique du Sud peine à passer le cap

Après des décennies d'apartheid et des années d'accaparement des terres par la communauté blanche, l'Afrique du Sud « multiethnique » peine à concrétiser une réforme agraire tant attendue par les millions de travailleurs agricoles. Mercia Andrews et Albert Ngojo Mqondiso étaient de visite en Suisse dans le cadre de la campagne d'Action de Carême et de Pain pour le Prochain sur le droit à l'alimentation.

A quelques semaines de la journée internationale des luttes paysannes, il est très intéressant de découvrir une réalité bien peu connue dans notre pays. Si nous avons régulièrement entendu parler des paysans sans terre au Brésil, une problématique similaire se retrouve en Afrique du Sud.

Un peu d'histoire

Albert Ngojo Mqondiso est un petit producteur de légumes de la région de « l'Eastern Cap », une des zones les plus pauvres d'Afrique du Sud. Les terres y sont peu fertiles et c'est là que se situaient bon nombre de bantoustans (ghettos pour la communauté noire). C'est de cette région que la plupart des leaders sud africains sont originaires. Albert nous explique quelles sont les difficultés des petits paysans.

Lorsque l'apartheid a pris fin en 1994, des négociations ont eu lieu au plus haut niveau pour résoudre la question de la répartition des « richesses ». En ce qui concerne le dossier agricole, les petits paysans, rarement propriétaires des terres, ont été écartés des négociations. La nouvelle législation n'a donc pas du tout pris en compte leur problématique et a surtout répondu aux besoins des grands propriétaires pratiquant une agriculture fortement orientée vers l'exportation. Ce type d'agriculture demeure à 90% dans les mains des fermiers de la communauté blanche. La nouvelle législation a ainsi ancré le principe de la protection de la propriété privée, freinant ainsi de manière dramatique la réforme agraire tant espérée. Il était prévu de redistribuer des terres car au sortir de l'apartheid, seuls 13% de celles-ci étaient en possession de la communauté noire. L'objectif étant de redistribuer, d'ici à 2014, 17% des terres pour atteindre un socle minimal de 30%. Mais en 2008, moins de 5% des terres ont été redistribuées, ou plutôt mises sur le marché pour être vendues au plus offrant. Des terres ancestrales qui ont été confisquées historiquement aux populations locales, leur ont été revendues au prix du marché!

Naissance des mouvements paysans

Les changements législatifs qui ont eu lieu en 1998 et en 2001 ont facilité la création de mouvements paysans. Les petits producteurs de 40 villages ont créé une association « la voix de l'union des paysans régionaux – Ilizwi lamafama ». Albert et ses collègues ont créé leur mouvement en 2007 avec le

slogan suivant: « La terre, la sécurité alimentaire et des moyens d'existence sont des droits ».

Leur objectif est de convaincre le gouvernement sud-africain de la nécessité de soutenir les exploitations paysannes. Ils souhaitent notamment faire changer la loi qui autorise la vente des terres au prix du marché alors que celles-ci appartenaient aux communautés. Ils veulent faire reconnaître le droit des petits paysans à l'accès aux crédits et à l'eau, indispensables pour le développement de l'activité agricole.

bananes,...), le coton, le thé, le sucre, l'élevage etc.

Mercia et son équipe travaillent avec les paysans afin de les soutenir dans leur combat pour l'accès à la terre et pour mettre sur pied une agriculture paysanne nourricière. Ils vulgarisent les lois et informent les communautés paysannes de leurs droits. Ils leur demandent leur avis lors de modifications législatives et le transmettent aux autorités. L'ANC (African National Congress- parti majoritaire au gouvernement et qui a été un des principaux fers de lance de la

de la terre» prévoit que les familles puissent réclamer les terres desquelles elles ont été expulsées pendant l'apartheid. Une communauté a ainsi demandé de pouvoir récupérer 75% d'une région dans laquelle se situe le Parc national Kruger et des mines de platine. Mais les exploitants actuels refusent de les restituer et proposent des compensations financières de 4'000.- par famille. Ce qu'elles refusent.

Vers des alliances

Mercia est consciente que les combats « politiques » ne suffisent pas et qu'il faut également améliorer les conditions matérielles des familles paysannes. L'ONG s'engage donc dans le soutien à l'agriculture locale, à la mise sur pied de formation agricole alternative orientée vers la production et la création de valeur ajoutée et à l'amélioration de l'accès au marché local. Les défis sont immenses, mais Mercia et Albert sont habités par une très forte motivation. L'idée de fédérer les organisations paysannes d'Afrique australe fait partie des projets d'Albert et de Mercia pour renforcer le mouvement paysan. Un réseau qui permettrait d'échanger les expériences et les informations. Un des premiers projets est de mettre sur pied un monitoring sur les agrocarburants afin de savoir qui les produit, sur quelles terres et de quelle manière. Pour eux, il est indispensable de renforcer le niveau régional des luttes avant de se lancer dans les grandes mobilisations internationales. Des parallèles peuvent être faits avec le projet de renforcer le mouvement paysan en Europe. La tenue de la conférence internationale de la Via Campesina en automne 2008 à Maputo au Mozambique sera une occasion pour eux de développer leurs contacts et d'exposer leurs défis.

Valentina Hemmeler Maïga



Mercia Andrew en discussion pour la mise en réseau d'initiatives locales.
Photo: Action de Carême

Soutien des ONG

Mercia Andrews est directrice de l'ONG « Trust for community outreach and education » (TCOE) qui a pour objectif principal de soutenir l'organisation de mouvements populaires locaux tels que les mouvements paysans. C'est un long et lent processus car il nécessite de briser un certain nombre de mythes véhiculés par la population. Le premier mythe est l'idée que la communauté noire pauvre ne veut pas des terres mais du travail et que ceux qui ont des terres ne les mettent pas en valeur. Le second est que l'agriculture commerciale/industrielle est la poule aux œufs d'or car elle crée de l'emploi, attire des investissements étrangers etc. Il ne faut donc pas perturber la poule, mais la nourrir. L'agriculture commerciale est formée de quelques 55'000 producteurs dont les exploitations dépassent généralement 100 hectares et dont les productions principales sont la vigne, les fruits (citrons, mangues,

lutte contre l'apartheid) bénéficie encore d'une très bonne image et il est difficile pour les paysans de critiquer le gouvernement qui reste un symbole fort pour eux et leurs collègues. Il s'agit donc d'avoir un regard critique, de tester les politiques mises en place et de juger sur pièce.

Terres inaccessibles

Pour Mercia Andrew, le problème de la terre est important. En plus du fait que les terres ne sont pas redistribuées, les lois pour le droit d'usage des terres sont bien souvent détournées. Il est par exemple prévu que la terre revienne au paysan qui la cultive depuis plus de 10 ans. Peu avant ce délai, il arrive fréquemment que les paysans soient expulsés pour des motifs plus ou moins fallacieux. Plus d'un million de paysans ont ainsi été expulsés de leurs terres en 10 ans. Ils deviennent alors des travailleurs agricoles saisonniers. Une autre loi appelée « loi pour la restitution

Interlock
La certifié par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etanche & antidérapante
- ✓ Réparations et nail
- ✓ Sans compensation avec béton/asphalte
- ✓ Antigel et isolant
- ✓ Durée sans engagement

LOC SA - CP 46 - 1627 WILFRUJ
026 913 79 84
swiss@animat.ca www.animat.ca